

**Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie en date du 25 avril 2017 sur les principes généraux de calcul de la contribution versée au maître d'ouvrage des travaux de raccordement aux réseaux publics d'électricité et sur les prescriptions techniques de raccordement à ces réseaux**

**Réponse de l'USÉRAA**

**2 juin 2017**

## Préambule

La CRE soumet aux acteurs des nouveaux principes généraux de calcul de la contribution due aux gestionnaires de réseaux d'électricité maîtres d'ouvrage des travaux de raccordement et invite les acteurs qui le souhaitent à commenter les dispositions proposées.

La consultation publique porte sur deux projets de textes, portant respectivement sur les principes généraux de calcul des contributions dues à un gestionnaire de réseaux de distribution au titre des opérations de raccordement dont il est maître d'ouvrage et sur les principes généraux de calcul des contributions dues au gestionnaire du réseau public de transport au titre des opérations de raccordement dont il est maître d'ouvrage.

La CRE consulte également les acteurs sur une proposition de modification et d'unification des arrêtés relatifs aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement à un réseau public de distribution d'électricité.

Il est utile de faire ressortir les différents sujets capitaux que l'USÉRAA pourrait faire remonter à la CRE. Parmi les questions soulevées, certains points apparaissent importants à signaler afin de présenter la position de l'USÉRAA.

**Prenant en compte les retours d'expérience sur le terrain ainsi que les différents contrôles des opérations de raccordement, différents articles constituant les projets d'arrêtés semblent très importants à éclaircir et à approfondir.**

En outre, la CRE lance un appel à contribution concernant l'encadrement de la relation entre la collectivité en charge de l'urbanisme et le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité. L'ensemble des autorités organisatrices de la distribution d'énergie regroupées dans **l'USÉRAA souhaite proposer une position forte de l'autorité organisatrice aux côtés de la CCU, afin de défendre l'intérêt des usagers et l'optimisation du service public et des dépenses associées.**

Le document présente dans un premier temps des observations générales, puis détaille des propositions d'amendements pour les arrêtés et enfin apporte des éléments de réponse aux questions soulevées par la CRE.

## Remarques générales

Avant de détailler les réponses et observations aux points soulevés dans la consultation publique, l'USÉRAA souhaite relever les principaux arguments suivants :

- la mise en place d'opérations de raccordement intelligentes est une bonne évolution, nécessitant cependant une vigilance particulière dans la mise en œuvre, comme explicité dans les observations ci-après. A noter que ce type de raccordement aurait été souhaitable plus en amont, pour le raccordement des bornes de charge pour véhicules électriques. Ce sujet avait d'ailleurs été soulevé par l'USÉRAA lors d'une précédente consultation de la CRE, sans qu'ENEDIS n'ait mis en œuvre de solutions de raccordement intelligente pour ces installations. L'absence de proposition proactive d'ENEDIS en la matière illustre par ailleurs la nécessité que des acteurs tiers puissent proposer des études de raccordement novatrices, comme repris au point suivant ;

- les autorités organisatrices souhaitent appuyer le fait que des études indépendantes du gestionnaire de réseau sont indispensables pour proposer une réelle contre-expertise pour les demandeurs et pour proposer des pistes d'innovation ou d'optimisation qui ne sont pas systématiquement ouvertes par ENEDIS ; à cette fin, les autorités organisatrices apportent déjà ce service aux collectivités en charge de l'urbanisme et aux demandeurs, s'appuyant sur leur maîtrise d'ouvrage propre, leur technicité et leur connaissance approfondie des méthodes via des audits *ex-post* des raccordements. Il semble donc nécessaire que les textes faisant l'objet d'évolutions reconnaissent la possibilité pour les contributeurs (demandeurs, CCU, AODE) d'avoir accès à l'ensemble des éléments nécessaires pour comprendre les études et proposer des analyses contradictoires (aussi bien en communes rurales qu'en communes urbaines)<sup>1</sup> ;
- le point précédent rappelle également l'importance de cadrer, dans le Code de l'Energie, la relation entre la CCU et le gestionnaire de réseau, reconnaissant notamment à l'AODE le rôle de tiers indépendant pour toute analyse contradictoire lors des analyses de certificat d'urbanisme ou lors d'analyses de propositions techniques et financières de raccordement ;
- les puissances de raccordement sont très fréquemment surévaluées, notamment pour les cas de raccordements collectifs ou pour le tertiaire ; les surdimensionnements, quasi systématiques depuis 2009, proviennent notamment des calculs des bureaux d'étude, des normes appliquées présentant un foisonnement très faible (NFC 14-100), des règles internes d'ENEDIS (e.g. puissance par défaut de 12kVA pour chaque habitation d'un lotissement, sans prise en compte du mode de chauffage retenu), des marges prises par les aménageurs et promoteurs se prémunissant d'augmentations de puissance ultérieures (les coûts générés étant à leur charge par la suite). Ce surdimensionnement impacte fortement les coûts de raccordement supportés par l'ensemble des acteurs et induit une perte d'efficacité pour l'ensemble du service public. Les AODE assistent déjà les demandeurs pour optimiser les puissances demandées, elles souhaitent également qu'ENEDIS ait une mission officielle de conseil et d'optimisation des puissances demandées lors des raccordements, sujet aujourd'hui complètement délaissé par le gestionnaire de réseau ;
- enfin, l'absence de transparence sur les coûts de raccordement chiffrés au « canevas » reste un sujet majeur, comme souligné à plusieurs reprises par le Médiateur National de l'Energie (recommandation 2015-1023, rapports d'activité 2015 et 2016) ; ce point est d'autant plus crucial qu'une hausse importante des coûts unitaires de ce canevas a été observée par les autorités organisatrices depuis 2015, sans qu'aucune opposition ou contre-analyse n'ait été possible.

---

<sup>1</sup> ce qui regroupe notamment, dans les cas les plus fréquents :

- les éléments cartographiques : plans (postes HTA/BT les plus proches et réseaux HTA et BT existants avec leurs sections) et situant le projet de raccordement ;
- descriptifs techniques des postes HTA/BT (les plus proches) : puissance du poste, coefficient d'utilisation ;
- états électriques exhaustifs du poste HTA/BT concerné : état initial et état final (simulation après raccordement)
- puissances installées en aval du poste (pour estimation de la charge) et d'éventuelle file d'attente de demande de raccordements sur le poste concerné (estimation de la charge future) ;
- éventuelle changement de structure de réseau en cours : par exemple une mise en place d'un nouveau poste dans le cadre d'autre demande à proximité

## Notes et propositions sur les projets d'arrêtés (en surligné jaune)

### 1 - Projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-8 du code de l'énergie

#### 1.1 – Article 2 : Opération de raccordement et Opération de raccordement de référence

Pour l'application du présent arrêté, une opération de raccordement est un ensemble d'études et de travaux de raccordement sur le réseau public de distribution et, le cas échéant, sur les réseaux publics d'électricité auxquels ce dernier est interconnecté, réalisés dans les conditions suivantes :

- (i) permettant l'évacuation et/ou l'alimentation en énergie électrique des installations du demandeur à la puissance de raccordement **demandée nécessaire et suffisante par rapport au besoin** ;
- (ii) qui emprunte un tracé techniquement et administrativement réalisable, en conformité avec les dispositions du cahier des charges de la concession ou du règlement de service de la régie ;
- (iii) et conforme à la documentation technique de référence publiée par le gestionnaire du réseau public de distribution.

L'opération de raccordement de référence représente l'opération de raccordement qui minimise la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement énumérés aux articles D. 342-1 et D. 342-2 du code de l'énergie, calculés à partir du barème mentionné à l'article 4.

**Propositions de l'USÉRAA : Il est proposé que le gestionnaire de réseau apporte un conseil systématique sur la puissance nécessaire et suffisante.**

#### 1.2 – Article 3 : Opération de raccordement intelligente

Une opération de raccordement intelligente est une opération dont les caractéristiques diffèrent de l'opération de raccordement de référence.

Par dérogation à l'article 2, les gestionnaires de réseaux publics de distribution peuvent, sur demande du bénéficiaire **ou sur proposition des contributeurs au raccordement**, après proposition de l'opération de raccordement référence et sous réserve des résultats de l'étude préalable de raccordement, proposer une opération de raccordement intelligente :

- à une puissance de raccordement inférieure à la puissance de raccordement demandée tout en permettant des injections ou des soutirages complémentaires sur certaines périodes ;
- ou à une puissance de raccordement égale à la puissance de raccordement demandée tout en limitant les injections et soutirages sur certaines périodes ;

**~~ou à la puissance de raccordement demandée tout en permettant de réduire les délais de raccordement.~~**

Les éventuelles limitations sont contractualisées dans la convention de raccordement conclue entre le gestionnaire de réseaux et le demandeur du raccordement.

Les coûts de réalisation de l'opération de raccordement intelligente sont calculés à partir du barème de raccordement mentionné à l'article 4.

Les catégories d'utilisateurs pouvant bénéficier d'une opération de raccordement intelligente, ainsi que les modalités de mise en œuvre et les caractéristiques techniques sont définies au sein de la documentation technique de référence de chaque gestionnaire de réseaux publics de distribution.

**Propositions de l'USÉRAA :** Il est proposé que la CCU (avec le support technique de l'AODE) puisse proposer une solution alternative entrant dans le cadre de l'ORI. Les catégories d'utilisateurs doivent être les plus étendues possibles. Certaines priorités sont notamment ciblées (bornes de charge pour véhicules électriques, lotissements et zones d'aménagement concertées...).

La notion de réduction de délais de raccordement pour les ORI n'est pas recevable. Quelles que soient les solutions proposées, les délais (production de devis et la réalisation des travaux) devraient restés contenus pour un meilleur service aux usagers.

La prise en charge des frais d'étude associés doit être en partie assumée par le TURPE, comme prévu à l'article 2.

Le gestionnaire doit apporter un conseil spécifique sur l'optimisation des puissances demandées et souscrites, afin d'aider à l'émergence d'ORI. Le gestionnaire de réseau doit mettre à disposition systématiquement et sans surcoût<sup>2</sup> l'ensemble des données nécessaires à l'analyse par les contributeurs des solutions de raccordement, pouvant émettre des optimisations, des alternatives ou des contre-propositions.

---

<sup>2</sup> cela ne génère pas de charge spécifique, les données étant déjà existantes et déjà disponibles – voir liste des données dans la note de bas de page 2

### 1.3 – Article 4 : Construction du barème de raccordement

**Propositions de l'USÉRAA :** L'USÉRAA souhaite que les zones définies au barème de raccordement reprennent des notions partagées (zones urbaines au sens de l'INSEE).

En outre, la notion de « devis suffisamment détaillé », s'il mentionne les quantités et prix unitaires, n'insiste pas sur la transparence des coûts unitaires pris en considération. Cela concerne notamment les prix unitaires du canevas technique utilisé par ENEDIS, largement opaque et faisant l'objet de hausses récentes très significatives (de l'ordre de 30% depuis 2014). L'absence de transparence sur ce canevas ne trouve pas de justification, comme souligné par ailleurs à diverses reprises par le Médiateur National de l'Energie (recommandation 2015-1023, rapports d'activité 2015 et 2016). Une publication de ce canevas ne porterait pas atteinte au secret industriel et commercial, contrairement à ce qu'annonce ENEDIS, dans la mesure où ces coûts normatifs ne préjugent pas des coûts de chaque marché.

### 1.4 – Article 5 : Consultation sur le projet de barème de raccordement

**Propositions de l'USÉRAA :** L'USÉRAA souhaite que les AODE, premiers observateurs et pleinement impliqués dans le suivi de la mise en application du barème, soient consultés systématiquement, ce qui pourrait être fait dans le cadre d'une consultation publique.

### 1.5 – Article 8 : Entrée en vigueur, publication, révision

Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution desservant plus de cent mille clients, le barème de raccordement entre en vigueur trois mois après son approbation par la Commission de régulation de l'énergie.

À la demande du gestionnaire de réseaux publics de distribution et avec l'accord de la Commission de régulation de l'énergie, la date d'entrée en vigueur du barème de raccordement peut être inférieure à celle indiquée à l'alinéa précédent. La décision d'approbation de la Commission de régulation de l'énergie mentionne la date d'entrée en vigueur.

Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution desservant moins de cent mille clients, et dans le cas où la Commission de régulation de l'énergie ne s'est pas opposée à son entrée en vigueur, le barème de raccordement entre en vigueur trois mois après sa notification à la Commission de régulation de l'énergie, ou à une date postérieure qui ne peut aller au-delà de trois mois supplémentaires, à la demande du gestionnaire de réseaux publics de distribution.

Les barèmes de raccordement sont rendus publics par les gestionnaires de réseaux publics de distribution au plus tard à sa date d'entrée en vigueur.

Le gestionnaire de réseaux publics de distribution doit informer tous les utilisateurs de réseaux concernés de l'existence du barème de raccordement et des moyens d'en prendre connaissance. Une copie de ce barème de raccordement doit être communiquée par le gestionnaire de réseaux publics de distribution à chaque utilisateur concerné qui en fait la demande.

Les barèmes sont révisés régulièrement et a minima une fois tous les trois ans dans les formes prévues au présent article par les gestionnaires de réseaux pour tenir compte de l'évolution de leurs coûts.

**Propositions de l'USÉRAA :** L'USÉRAA souhaite plus de transparence sur le canevas technique utilisé par les gestionnaires de réseau. Il est ainsi nécessaire de rendre publique les coûts unitaires par type d'ouvrage afin que la CCU ait à disposition des éléments nécessaires pour analyser les propositions financières des gestionnaires de réseau.

#### **1.6 – Article 9 : Bilans**

**Propositions de l'USÉRAA :** le bilan financier est nécessaire et indispensable tous les ans. Il doit notamment être fourni à l'AODE, distinguant tous les détails nécessaires aux analyses associées.

#### **1.7 – Article 11 : Dérogations**

**Propositions de l'USÉRAA :** la notion de transparence rejoint la question d'accès au canevas technique et du suivi de la maîtrise des coûts imputés (bilan financier, article 9). La notion de « demandeurs » doit être élargie à celle de « contributeurs », pour qui l'accès à l'intégralité des données nécessaires aux analyses doit être garanti.

#### **1.8 – Article 12 : Exceptions temporaires sur devis**

Les éventuels coûts supplémentaires relatifs aux travaux de raccordement résultant de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires peuvent être déterminés à partir d'un devis suffisamment détaillé du gestionnaire de réseaux publics de distribution **avec possibilité de vérification par l'AODE.**

Les coûts ainsi déterminés sont facturés en complément de ceux prévus à l'article 10 du présent arrêté. Ces travaux, lorsqu'ils respectent les conditions décrites à l'article 2, font partie de l'opération de raccordement de référence.

Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur des dispositions législatives ou réglementaires prévues à l'alinéa premier du présent article, le gestionnaire de réseaux publics de distribution propose une révision de son barème de raccordement prévue à l'article 8 du présent arrêté en intégrant les travaux dont le coût était déterminé sur devis dans les coefficients de coûts prévus à l'article 10.

Les conditions de facturation des coefficients de coûts associés à une réglementation locale particulière doivent être précisées dans les barèmes de raccordement.

## **2 – Projet d'arrêté relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement à un réseau public de distribution d'électricité en basse tension ou en moyenne tension d'une installation de production ou de consommation d'énergie électrique**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'article 9 de l'arrêté du 23 avril 2008 susvisé est remplacé par les dispositions qui suivent :

« Art. 9. – Les installations de production raccordées en basse tension peuvent participer au réglage de la tension par l'absorption de puissance réactive.

« En sus de la solution de raccordement de référence, qui ne prévoit aucune absorption de puissance réactive, les propositions des gestionnaires de réseaux publics de distribution peuvent comporter une solution de raccordement intelligente comprenant une obligation contractuelle d'absorption de la puissance réactive. »

Cet article consiste à reprendre la recommandation n°18 de la délibération de la CRE du 12 juin 2014, pour autoriser l'absorption de puissance réactive produite par les installations décentralisées de production d'énergie électrique. Cette solution, ayant déjà fait l'objet de premières expérimentations, permettrait d'éviter des coûts de renforcement sur les réseaux de distribution de basse tension.

Si les producteurs prennent en charge la totalité des coûts générés par leur raccordement, il est à réfléchir dans quelle mesure ils pourront être "rémunérés" par les coûts évités de renforcement.



### 3 – Contributions sur l'encadrement de la relation entre la collectivité en charge de l'urbanisme et le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité

Comme indiqué précédemment, la collectivité en charge de l'urbanisme peut être redevable de la part des ouvrages d'extension.

En effet, le 1<sup>o</sup> de l'article L. 342-11 du code de l'énergie précise que « *Lorsque l'extension est rendue nécessaire par une opération ayant fait l'objet d'un permis de construire, d'un permis d'aménager ou d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable, située en dehors d'une zone d'aménagement concerté et ne donnant pas lieu à la participation spécifique pour la réalisation d'équipements publics exceptionnels ou à la participation pour voirie et réseaux mentionnées à l'article L. 332-6-1 du code de l'urbanisme, la contribution correspondant aux équipements mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 332-15 du code de l'urbanisme est versée par le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition.*

*La part de contribution correspondant à l'extension située hors du terrain d'assiette de l'opération reste due par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent pour la perception des participations d'urbanisme ».*

La délibération de la CRE du 25 avril 2013 aborde la relation entre la collectivité en charge de l'urbanisme et les gestionnaires de réseaux publics de distribution : « *les consultations publiques de la CRE et la table ronde ont mis en évidence la demande des collectivités en charge de l'urbanisme d'un encadrement de leurs échanges avec le gestionnaire du réseau public de distribution lorsqu'elles sont redevables d'une contribution pour le raccordement d'un utilisateur au titre de l'article L. 342-11 du code de l'énergie. La CRE demande aux gestionnaires de réseaux publics de distribution d'engager une concertation avec les collectivités en charge de l'urbanisme dans le but d'établir des modalités d'échanges propres à assurer la bonne information de ces collectivités redevables d'une contribution ».*

Cette demande vient notamment du fait que, ni la législation, ni la réglementation, n'encadrent efficacement cette relation qui débute préalablement à une demande de raccordement.

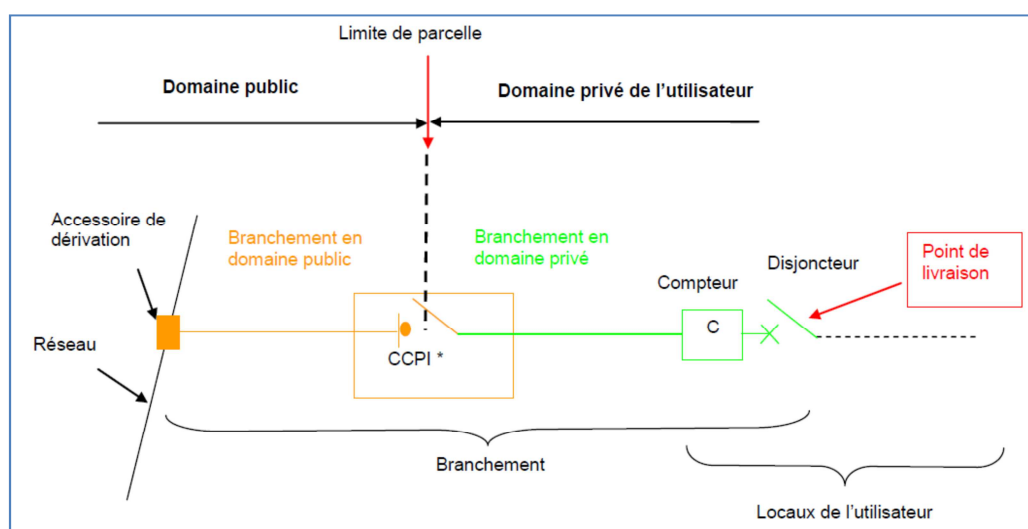
**Constats sur le terrain des AODE :** plusieurs litiges ont eu lieu entre le concessionnaire et les collectivités en charge de l'Urbanisme (CCU). Ainsi, aussi bien techniques qu'administratives, les AODE devraient être pleinement dans le processus de demande de raccordement afin d'apporter leurs expertises et leurs conseils auprès des CCU sur leur territoire. Il est ainsi nécessaire que ce rôle soit inscrit législativement dans le Code de l'énergie, régissant les principes de base du raccordement et de la couverture des coûts.

## Questions posées par la CRE

Sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-8 du code de l'énergie

**Question 1 :** Quelle est votre position sur l'indication de l'emplacement du coupe-circuit principal individuel (CCPI) dans la définition de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionné dans l'exposé des motifs de l'article 2 du projet d'arrêté ?

Pour rappel, l'emplacement du CCPI est situé en limite de propriété.



Ainsi, selon la position de l'assiette de l'opération par rapport au réseau existant, l'emplacement du CCPI peut influencer la longueur des ouvrages d'extension potentiellement financés par la collectivité en charge de l'urbanisme (CCU).

L'USÉRAA est favorable au cas n°2 de l'article 2 du projet d'arrêté suivant :

*"Lorsque le CCPI ou le CCPC définis à l'article 3.4 de la norme NF C 14-100 relative aux Installations de branchement à basse tension est indiqué sur le plan de masse de la demande de permis de construire, l'opération de raccordement de référence ne devrait pas être contrainte par son emplacement."*

Il est recommandé que le demandeur puisse proposer différents points d'emplacement de CCPI ou CCPC afin que le maître d'ouvrage puisse proposer la solution qui minimise la longueur de l'extension à réaliser en fonction du réseau existant. Ainsi, l'application de la réfaction ne sera pas limitée par un emplacement donné pris en compte dans le calcul d'une ORR.

**Question 2 :** Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?

L'introduction de la notion de l'opération de raccordement intelligente (ORI) dans le projet d'arrêté est opportune dans le cadre du développement de la meilleure supervision des gestionnaires de réseau avec les compteurs Linky.

La CRE a indiqué que les gestionnaires de réseaux de distribution devaient, notamment, étudier la faisabilité de proposer au demandeur d'un raccordement des opérations de raccordement alternatives, différentes de l'opération de raccordement de référence.

Il est à noter que ***ces opérations de raccordement intelligentes permettraient de diminuer les coûts et/ou les délais de raccordement.***

**Sur la diminution des délais :** Il sera nécessaire que les gestionnaires exposent clairement les différents gains du demandeur entre l'ORR et l'ORI. En effet entre deux solutions techniques, une diminution de délais de raccordements est un "argument" non recevable. En d'autres termes, la notion de délais de raccordement ne devrait pas être dépendante du type d'opérations proposées.

**Sur la diminution les coûts :** Il sera nécessaire de fixer un seuil sur la diminution de coût réputée gagnée par le demandeur pour l'aider à examiner la solution proposée par les gestionnaires.

Il est nécessaire d'indiquer des détails sur les impacts technique et financier des limitations de puissances d'injection (pour un producteur) et de soutirage (pour un consommateur).

**Concernant le choix des catégories d'utilisateurs** auxquelles s'applique l'opération de raccordement intelligente, celles-ci devront être mentionnées clairement dans leur documentation technique de référence. En effet, la précision de la puissance de raccordement est très déterminante pour les solutions techniques. L'AODE pourrait ainsi conseiller des demandeurs sur le choix de puissance et vérifier s'ils sont éligibles à l'ORI.

**Question 3 :** Êtes-vous favorable à la modulation des délais d'entrée en vigueur des barèmes de raccordement, mentionnés à l'article 8 du projet d'arrêté ?

**Concernant la révision du barème (à minima tous les 3 ans) :** Le délai de 3 mois doit être conservé, étant adapté aux durées d'instruction des autorisations d'urbanisme. En outre, il est nécessaire que les gestionnaires puissent annuellement publier les coûts linéaires par type de réseau chiffrés relatifs à des demandes de raccordement ainsi que les coûts linéaires équivalents relatifs à la réalisation des ouvrages.

**Question 4 :** Que pensez-vous de la possibilité, laissée à certains gestionnaires de réseaux de distribution desservant moins de cent mille clients, de sortir des formules de coûts simplifiées tout en le justifiant, mentionnée à l'article 10 du projet d'arrêté ?

Le projet d'article introduit désormais la possibilité pour les gestionnaires de réseaux de distribution desservant moins de cent mille clients, de sortir des formules de coûts simplifiées pour certaines catégories d'opérations de raccordement pour lesquelles le faible volume d'opérations réalisées empêche la mise en place de ces formules simplifiées.

Dans un but de transparence et de non-discrimination, l'utilisation de chiffrage au canevas technique devrait rester exceptionnelle et justifié clairement avec plan en appui par la spécificité de la situation de la parcelle à raccorder.

**Question 5 :** Quelle est votre position sur les exceptions temporaires sur devis, limitées à deux ans, qui sont l'objet de l'article 12 du projet d'arrêté ?

Le délai de 2 ans semble trop long. Sur la base du retour d'expérience pour le cas de la facturation de la prestation relative au décret DT/DICT, un délai d'un an d'application temporaire de chiffrage sur devis semblerait suffisant.

**Sur le projet d'arrêté relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement à un réseau public de distribution d'électricité en basse tension ou en moyenne tension d'une installation de production ou de consommation d'énergie électrique**

**Question 9 :** Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la modification des prescriptions techniques de raccordement ?

Mesures d'assouplissement pour l'accompagnement de l'expansion des réseaux électriques intelligents (« Smart grids »).

L'USÉRAA est favorable à la modification des prescriptions techniques de raccordement afin d'accroître la performance des réseaux de distribution d'électricité dans le cadre des recommandations de la délibération de la CRE du 12 juin 2014, notamment sur les points suivants :

- à ce que les installations de production décentralisées puissent participer au réglage de la tension par l'absorption de la puissance réactive (n°18),
- la demande de la CRE aux gestionnaires de réseaux de distribution de faire évoluer leurs principes d'études de raccordement afin de prévoir la participation des installations de production au réglage de la tension en absorbant de la puissance réactive (n°19),
- la demande de la CRE aux gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité d'étudier la faisabilité d'évolutions des études de raccordement afin de prévoir des limitations de la puissance active injectée par les installations de production décentralisées (n°20).

## Sur l'encadrement de la relation entre la collectivité en charge de l'urbanisme et le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité

**Question 10 :** Êtes-vous favorable à un encadrement de la relation entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité la collectivité en charge de l'urbanisme, lorsque cette dernière est redevable d'une contribution au titre des ouvrages d'extension selon les dispositions de l'article L. 342-11 du code de l'énergie ?

L'encadrement de la relation entre la collectivité en charge de l'urbanisme et le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité est très important au vue de l'enjeu économique sur la contribution au titre des ouvrages d'extension.

Des notions à la fois techniques et très liées au service public amènent à proposer la participation de l'AODE dans le processus de part sa compétence dans le domaine. A noter des cas de figure où la frontière entre l'extension et le renforcement est très souvent source de différends quant à son interprétation.

Il est ainsi nécessaire :

- de préciser le rôle de la CCU, autant dans l'instruction des autorisations d'urbanisme que dans la planification (PLU et PLUi notamment) ;
- de définir l'importance de l'autorité organisatrice garante de l'optimisation du service public pour la collectivité en charge de l'urbanisme, constituant de fait un support technique indispensable pour les enjeux précités ;
- de préciser le développement d'une ingénierie publique centralisée par des AODE aux tailles pertinentes pour la mutualisation des moyens et la réflexion à la maille départementale voire régionale, pertinente pour les questions techniques de distribution d'énergie ;
- d'affirmer cette ingénierie contradictoire à celle du gestionnaire de réseau, garante de l'efficacité du service public et de la vision multi-énergie, en accord avec les documents de planification énergétique (SRADDET, PCAET notamment) ;
- de garantir la parfaite transparence du gestionnaire de réseau, donnant accès aux contributeurs à l'ensemble des informations nécessaires aux études et analyses ;
- d'affirmer l'importance de prise en compte de ces considérations dès la planification d'urbanisme, avec un support de cette ingénierie porté par l'AODE.

**Question 11 :** Pour l'encadrement de cette relation, considérez-vous que doivent être modifiés : le code de l'énergie, le code de l'urbanisme, et/ou les cahiers des charges de concession ?

Il est important d'inscrire cet encadrement dans le Code de l'énergie.

**Question 12 :** Avez-vous des propositions dans le but de définir un encadrement de la relation entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité et la collectivité en charge de l'urbanisme lorsqu'elle est redevable d'une contribution au titre de l'extension selon les dispositions de l'article L. 342-11 du code de l'énergie ?

Dès la demande de l'estimation du coût de l'extension lors de l'instruction du permis de construire, il est proposé que l'AODE soit dans le processus pour avis quant à la définition de la puissance de raccordement devant être inscrite dans la demande de PC. Elle devrait aussi être consultée, sur demande de la CCU, pour l'assister à examiner, contester ou valider l'étude de faisabilité.

En outre, la position de l'AODE permet de garantir un suivi depuis la planification urbaine (assistance à la CCU pour la prise en compte des réseaux de distribution), l'instruction des autorisations d'urbanisme (sur sollicitation de la CCU), sur sollicitation du demandeur lors de la demande de raccordement et l'analyse de la proposition technique et financière, sur l'analyse ex-post des opérations de raccordement (solutions techniques, coûts imputés...).

Le cadrage de la relation entre la CCU et le gestionnaire de réseau, outre le fait de mentionner cette implication de l'AODE, doit également définir plus clairement les voies de recours et de contestation des solutions proposées par le gestionnaire de réseau, et notamment sur les puissances souscrites, les solutions techniques, les optimisations possibles (opération de raccordement intelligente par exemple) et la définition d'extensions et de renforcement.

